

La lettre de la régulation

SOMMAIRE

1-3 Point théorique

4-5 Publications

6 Séminaires, Colloques

N° 11

mai 1994

EDITORIAL

La lettre de la régulation s'est constituée en association le 27 mai dernier. La composition de son conseil d'administration et de son bureau est présentée sur une feuille à part, où figure également l'annonce des "Premières rencontres annuelles de la régulation" qui se tiendront le 9 septembre prochain à Toulouse. Nous espérons que la nouvelle association renforcera notre réseau et assurera la pérennité de la lettre. Des membres du conseil d'administration se constitueront en un comité éditorial, ce qui devrait garantir la qualité des contributions et améliorer la diffusion des informations. L'association devrait aussi permettre à chacun d'entre vous de participer plus activement à notre réseau et de prendre de nouvelles initiatives. Enfin, Yves Saillard, co-rédacteur de la lettre, avec Robert Boyer, est heureux de vous annoncer qu'il a rejoint l'IREPD à Grenoble, après que ce laboratoire ait accepté de l'accueillir, et avec l'accord du CNRS.

La rédaction de la lettre de la régulation

POINT THEORIQUE

LA THEORIE DE LA REGULATION AU JAPON

Yasuo INOUE, Toshio YAMADA - Nagoya University

C'est dans la seconde moitié des années 1980, de façon donc assez tardive, que la théorie de la régulation a été introduite au Japon. Cependant, dès son introduction, elle a suscité bien des controverses dans le monde académique. De cette controverse est née un courant d'analyse du capitalisme japonais fondé sur l'approche de la régulation. Son développement a contribué à faire bouger le monde académique des sciences économiques.

1 - De l'introduction à la diffusion de la théorie de la régulation

Elle a été présentée dès le début comme un développement moderne de l'économie politique marxienne. Celle-ci occupait traditionnellement une place importante dans les universités, mais elle a connu un déclin intellectuel certain dans le contexte des années 1980. Quatre courants marxistes représentatifs pouvaient être distingués : un courant orthodoxe, la théorie de Uno (Uno, 1980), la théorie de la société civile (Hirata, 1969) et le courant de la modélisation théorique (Okishio, 1977, 1987 ; Takasuka, 1979). Tous ces courants, sauf le dernier, reposaient essentiellement sur une lecture des textes de Marx, sous-estimaient les approches formalisées et étaient incapables de présenter une analyse pertinente de l'économie contemporaine. Le courant marxiste était dans l'ensemble au bord de la faillite à cette période (Takasuka, 1985).

C'est le courant dit de "la société civile" qui s'est attaché à la diffusion des idées régulationnistes au Japon. Ces efforts ont été déployés individuellement, sans faire l'objet d'une coordination explicite formant un courant d'analyse. C'est par une nécessité d'ordre conceptuel que cette école s'est rapprochée de celle de la régulation. La théorie de la société civile, qui met l'accent sur la démocratie dans la pensée marxienne, a été surtout féconde pour analyser la philosophie ou l'histoire de la pensée. Il lui manquait par contre un cadre méthodologique pour aborder l'analyse de la réalité économique.

Certains chercheurs formés dans l'école de la société civile ont alors pris l'initiative d'étudier, de suivre l'école de la régulation, et de contribuer éventuellement à rénover la capacité du courant marxien. Il s'agissait aussi de mieux analyser la politique économique et même d'élaborer ses propres contributions. Ce mouvement a suscité ensuite un rapprochement des courants de la société civile et de Takasuka par l'intermédiaire de la théorie de SSA américaine. Cette dynamique a aussi influencé le courant de Uno (Itoh, 1988) et une partie du courant orthodoxe.

L'apprentissage a commencé par la traduction en japonais des travaux régulationnistes. Désormais, une vingtaine de traductions sont disponibles. Parallèlement, de plus en plus de réflexions approfondies se développent sur les concepts de la théorie de la régulation et donnent lieu à des recherches critiques. A titre d'illustration, on peut noter l'analyse comparative des théories de la Régulation et de la SSA (Ebizuka/Isogai, 1991) et l'étude visant à situer la théorie de la Régulation dans le cadre des sciences sociales japonaises (Hirata, 1993, Yamada, 1991).

Mais, ce qui est plus important, un programme de recherches, inspiré de l'approche de la régulation, a été mis en place afin d'analyser l'économie nationale. Ce programme est mené par des chercheurs s'intéressant au régime d'accumulation et au mode de régulation au Japon. Une partie de leurs travaux ont été présentés dans deux séminaires franco-japonais (Mondes en développement, 1992 ; Japon in extenso, 1994). Ce mouvement devrait modifier la carte intellectuelle des sciences économiques au Japon et entraîner éventuellement une convergence des marxistes et des post-keynésiens. L'introduction de la théorie de la régulation a eu finalement pour conséquence la naissance d'un courant se proclamant "au delà de Marx et Keynes" et se revendiquant une "économie des institutions" (Yagi, 1993).

2 - Le Capitalisme japonais a-t-il été fordiste ?

Concernant l'analyse régulationniste de l'économie japonaise d'après guerre, le point le plus discuté concerne la période de forte croissance (1955-1973) : peut-elle être qualifiée de fordiste ? Ici, on se limite à présenter l'essentiel du débat dont la synthèse est faite ailleurs (Miyamachi/Peck, 1993).

L'analyse statistique permet de repérer une croissance parallèle des secteurs des biens d'investissement et de consommation, le cycle vertueux de la production de masse et de la consommation de masse, ainsi que la relation kaldorienne entre la croissance et la productivité de l'économie japonaise. Ceci pour l'aspect fordiste de la période. Cependant, l'investissement se trouve tiré plutôt par le profit que par le salaire, dans des cycles conjoncturels dont l'amplitude reste assez grande. Par ailleurs, le taux de croissance du salaire réel croît moins vite que celui de la productivité. Le salaire n'est pas indexé sur la productivité. Le régime d'accumulation japonais de cette période aurait donc été à la fois fordiste et non fordiste.

Sur le plan du rapport salarial proprement dit, on constate de façon analogue que le taylorisme-fordisme typique ne s'est pas

La lettre de la régulation bénéficie pour son lancement d'une aide du Ministère de la Recherche et de la Technologie, avant qu'elle soit distribuée par abonnement. La lettre de la régulation diffuse toute information concernant les publications, séminaires, colloques ou autres activités de recherche en relation avec l'approche de la théorie de la régulation. Ces informations peuvent être adressées à Robert Boyer ou à Yves Saillard qui assure le secrétariat de rédaction de la lettre de la régulation, au CEPREMAP, 140 rue du Chevaleret 75013 Paris Tel : 33-1 40 77 84 24 - Fax : 33-1 44 24 38 57 - e-mail : BOYER@cepremap.msh-paris.fr ou à l'IREPD BP 47 38040 Grenoble Cedex 9 Tel : 33-76 82 54 30 - Fax : 76 82 59 89 - e-mail : yves@criss.fr

La réalisation matérielle de cette lettre bénéficie du concours du CEPREMAP qui ne saurait être tenu pour responsable de son contenu.

enraciné au Japon. Certains éléments de la méthode taylorienne-fordiste ont certes été introduits, mais on n'a pas eu recours à la "séparation de la conception et de l'exécution" constituant l'essentiel du taylorisme. Autrement dit, le compromis fordiste de l'acceptation du taylorisme et de la négociation du salaire indexé ne s'est pas réalisé au Japon. Et le mode de régulation n'a pas été non plus typiquement fordien.

S'il en est ainsi, le mode de développement de la forte croissance japonaise a-t-il été vraiment fordiste ? Les opinions divergent sur ce qu'on considère comme noyau du fordisme. Ito (1992) admet l'existence d'un régime d'accumulation fordiste, en soulignant plusieurs faits : une croissance annuelle du salaire par le "shunto", l'amélioration du revenu agricole, un très fort investissement en biens d'équipement. Tout ceci a favorisé une croissance tirée par la demande intérieure, malgré l'absence d'indexation du salaire. D'autre part, Uni (1991, 1992) considère l'économie japonaise (1962-1973) comme un "fordisme non accompagné du compromis fordiste salarial". Son argument consiste à dire que le compromis salarial n'a pas été fordiste, mais que le régime d'accumulation est caractérisé par la mécanisation notable du secteur des biens de consommation (modèle de Bertrand) et par la formation d'une norme de consommation fordienne grâce à la croissance consécutive du salaire réel. Quant à Hirano (1993), il met l'accent sur l'aspect moyen et long terme du fordisme. Selon lui, dans les années de 1960, on peut observer une croissance stable du salaire (formation de la demande) à moyen et à long terme mais pas à court terme. Il montre aussi l'existence d'un cycle fordien consommation-production-productivité (modèle de Boyer).

Des thèses "non fordistes" s'opposent à ce point de vue. D'après Tohyama (1990a, 1990b), la forte croissance japonaise a été obtenue grâce à un partage des gains de productivité favorable au capital, l'investissement étant tiré par le profit. D'autres arguments non-fordistes sont avancés : le maintien, pendant cette période, d'un important secteur agricole et d'une relation professionnelle traditionnelle.

Malgré l'opposition apparente de ces deux points de vue, il n'y a pas de différence notable entre les auteurs sur la lecture des faits. La divergence vient d'abord du type de fait retenu et de ce qui est considéré comme le noyau du concept de fordisme. Cela nous amène à constater, à ce stade des recherches, que l'on doit d'abord conceptualiser des "faits stylisés" et qu'il faut remettre en question le concept même de fordisme en partant de l'expérience de l'économie japonaise.

3 - La trajectoire nationale de l'économie japonaise contemporaine

L'économie japonaise a été très touchée par le choc pétrolier de 1973, avec une baisse du taux de la croissance, un envol inflationniste et une chute du taux du profit. Le Japon a donc enduré la stagflation comme les autres pays occidentaux dans la seconde moitié des années 1970. Cependant, orienté de plus en plus vers une croissance dirigée par l'exportation, le Japon accède au rang de "puissance économique". Depuis 20 ans, il continue à attirer l'attention des pays étrangers par sa performance apparente. Mise à part la question de savoir comment on doit juger effectivement cette performance, la caractérisation de l'économie japonaise reste encore à achever.

Un débat international sur "le management japonais est-il post-fordien ?" s'est développé à la fin des années 80. Il a été déclenché par Kenney/Florida (1988) qui démontrent que le Japon se trouve à la tête du peloton de la course au post-fordisme en raison de son nouveau mode d'obtention des gains de productivité. A l'opposé, Kato/Steven (eds., 1993) affirment que le Japon est au stade du pré-fordisme, ou ultra-fordisme, compte-tenu des facteurs pré-modernes qui restent dans ce pays. Ce débat a intéressé pas mal de chercheurs japonais ou étrangers et a aussi touché la problématique régulationniste. Il n'est pas encore clos; il a comme mérite de faire disparaître bien des malentendus concernant les concepts de la régulation.

Stimulés par cette situation, les régulationnistes japonais commencent à travailler sur la trajectoire nationale du Japon moderne. Concernant le régime d'accumulation, Uemura (1992) essaie de caractériser la période d'après 1970 par des méthodes économétriques. Il analyse la baisse relative de la croissance, la stabilité conjoncturelle, la proportionnalité entre le salaire réel et la productivité, la croissance extravertie (1970-1986).

Quant au rapport salarial, on voit se développer des recherches sur la spécificité de la formation salariale au Japon. Hirano (1992) propose la thèse du "salaire à l'ancienneté avec évaluation du mérite personnel". On peut citer les analyses plus détaillées et microéconomiques en la matière : la comparaison des bulletins de salaires chez Peugeot et Nissan (Hanada, 1994), l'analyse détaillée du système du salaire chez Toyota (Shimizu, 1994). Sur le plan sectoriel, le méso-corporatisme, constitué au niveau inter-secteurs, a réduit l'effet de la diffusion du salaire entre secteurs depuis 1975 (Tsuru, 1992).

Concernant l'analyse de l'entreprise japonaise, Isogai (1994) adopte une position critique à l'égard d'Aoki (1988) et présente les points fondamentaux d'une analyse institutionnelle de l'entreprise japonaise, en s'inspirant de la conception régulationniste. D'autre part les entreprises, et donc l'économie japonaise, se globalisent de plus en plus. Et la globalisation de l'économie japonaise est inséparable de la croissance des NPIs de l'Asie et de l'Est. C'est le fameux pôle de la croissance. Mais une question cruciale se pose : ce pôle de la croissance est-il cohérent avec la menace écologique au seuil du 21^e siècle ? (Inoue, 1992, 1994). Enfin, synthétisant ses recherches sur les formes institutionnelles, Yamada (1992) propose la notion de "régulation compagnie-iste" de notre société. Les entreprises japonaises intègrent en leur sein l'économie et le social (Wakamori, 1991). Et cette régulation se fonde sur le "hierarchical market-firm nexus" dont le sommet est occupé par les employés permanents et masculins des grandes entreprises (Uemura/Ebizuka, 1994). D'autres auteurs abordent enfin la conceptualisation du très long terme (Saito, 1991).

Bref, l'expérience de l'économie japonaise laisse de nombreuses questions ouvertes, auxquelles l'approche de la régulation ne fournit encore que des réponses partielles. Un grand chantier de recherche s'offre donc aux tenants de la théorie de la régulation.

Yasuo INOUE - Nagoya City University

Fax 81 52 871 92 29

Toshio YAMADA - Nagoya University

Fax 81 52 782 02 95

Bibliographie

- Aoki M. (1988) *Information, Incentives and Bargaining in the Japanese Economy*, Cambridge U.P., Cambridge.
- Ebizuka A., Isogai A. (1991)* *Perspectives analytiques sur la crise actuelle 1 & 2, Keizaigaku-Zasshi*, vol.91-92, n°5/6, mars et mai.
- Hanada M. (1992) *Mouvement syndical et rapport salarial au Japon* in "Mondes en développement".
- Hanada M. (1994) *Modalité de la fixation des salaires au Japon et en France* in "Japon in extenso".
- Hirano Y. (1992) *Relation industrielle et système de salaire au Japon* in "Mondes en développement".
- Hirano Y. (1993)* *Croissance économique et rapport salarial au Japon d'après-guerre* in "Crises du capitalisme", La Collection de la Régulation t.1., Boyer R. et Yamada T. (eds), Fujiwara Shoten, Tokyo.
- Hirata K. (1969)* *Société civile et socialisme*, Iwanami Shoten, Tokyo.
- Hirata K. (1993)* *Société civile et régulation*, Iwanami Shoten, Tokyo.
- Inoue Y. (1992) *L'Economie japonaise : compétitivité, exportation, globalisation* in "Mondes en développement".
- Inoue Y. (1994) *Trajectoires nationales d'industrialisation de la Corée du Sud et de Taïwan* in "Japon in extenso".

Isogai A. (1994)* *Une analyse "institutionnelle" du système économique de type japonais*, *Keizai-gaku-kenkyu*, vol.59, n°3/4, février.

Itoh M. (1988) *The Basic Theory of Capitalism*, Macmillan, London.

Itoh M. (1992) *The Japanese Model of Post-fordism* in "Pathways to Industrialization and Regional Development", Storper M. et Scott A. (eds), Routledge, London.

Japon in extenso, n°s 31 et 32, mars et juin 1994, *Actes du Séminaire International "Mode de Régulation au Japon & Relations Internationales : de l'histoire longue aux transformations récentes"*, Paris, 14-15 octobre 1993, (avec comme collaborateurs japonais : Ebizuka A., Hanada M., Hirano Y., Inoue Y., Shimizu K., Uemura H.), Paris.

Kato T., Steven R. (eds), (1993) *Is Japanese Management Post-fordism ?*, Mado-sha, Tokyo.

Kenny M., Florida R. (1988) *Beyond Mass Production : Production and the Labor Process in Japan*, *Politics and Society*, vol.16, n°1.

Miyamachi Y., Peck J.A. (1993) *Regulating Japan? : Regulation Theory versus the Japanese Experience*, *SPA Working Paper*, University of Manchester, n°21, October.

Mondes en développement, n°s 79-80, tome 20, 1992, n°spécial *Accumulation du capital et modes de régulation: comparaison du Japon et de la France*, (avec comme collaborateurs japonais : Hanada M., Hirano Y., Hirata K., Inoue Y., Miyakawa J., Shimizu K., Tsuru T., Uemura H., Yamada T.), Bruxelles.

Okishio N. (1987)* *L'Economie de Marx*, 2 tomes, Chikuma Shobo, Tokyo.

Saito H. (1991)* *Vers la création de la régulation démocratique* in "Postfordisme", Omura Shoten, Tokyo.

Shimizu K. (1992) *Le système de production de Toyota et le travail* in "Mondes en développement".

Shimizu K. (1994) *Système du salaire toyotien* in "Japon in extenso".

Takasuka Y. (1979)* *Une étude sur l'économie de Marx*, Shin-Hyoron, Tokyo.

Takasuka Y. (1985)* *Dissolution et renaissance de l'économie marxiste*, Ochanomizu Shobo, Tokyo.

Tohyama H. (1990a)* *Croissance rapide et crise au Japon*, *Keizai-Hyoron*, vol.39, n°4, avril.

Tohyama H. (1990b) *Formes salariales à l'époque de croissance économique rapide*, *Keizai-gaku-Zasshi*, vol.91, n°1, mai.

Tsuru T. (1992) *Wage spillovers under the Spring Offensive System* in "Mondes en développement".

Tsuru T., Park Y. (1992) *Wage-setting Institutions in Japan and the Republic of Korea*, *International Institute for Labour Studies Discussion Paper*, n°51, Geneva.

Uemura H. (1992) *Growth and Distribution in the Post-war Regime of Accumulation : a Theory and Realities in the Japanese Economy* in "Mondes en développement".

Uemura H., Ebizuka A. (1994) *Incentives and Flexibility in the Hierarchical Market-Firm Nexus : a Prelude to the Analysis of Productivity Regimes in Japan* in "Japon in extenso".

Uni H. (1991)* *Le capitalisme japonais d'après-guerre et le fordisme*, *Keizai-Hyoron*, vol.40, n°11, novembre.

Uni H. (1992)* *Les régimes d'accumulation au Japon d'après-guerre*, *Keizai-gaku-Zasshi*, vol.92, n°5/6, mars.

Uno K. (1980) *Principes of Political Economy*, Harvester Press, Brighton.

Wakamori F. (1991)* *Economie, Société civile et Etat dans l'après-fordisme* in "Postfordisme", Yamada T. et Sudo O. (eds), Omura Shoten, Tokyo.

Yagi K. (1993)* *L'Economie marxiste dans l'optique de l'économie des institutions*, *Bulletin de la Société Japonaise de l'Economie Politique*, n°30.

Yamada T. (1991)* *L'approche de la régulation*, Fujiwara Shoten, Tokyo.

Yamada T. (1992) *Heurs et malheurs du mode de régulation japonais* in "Mondes en développement".

* Références en japonais

Théorie économique

Bernard Billaudot, *Théorie économique et espace du politique : confrontation entre théorie néo-libérale et la théorie historique et institutionnelle de la régulation*, *Notes de travail IREPD*, n° 21, avril 1994.

Pascal Combemale, *L'hétérodoxie n'est plus ce qu'elle était, "Pour une autre économie"*, *Revue du mauss semestrielle*, n°3, 1994.

Conventions, Institutions

Redouane Kinany, *Le renouvellement de l'analyse de la relation salariale : aspects théoriques et méthodologiques*, Thèse pour le doctorat de l'Université Pierre Mendès France, Grenoble, 1993.

Bernard Maris, *Les figures du marché et le champ de l'économie des conventions*, *Ronéotypé LEREP* (version provisoire), 1994.

La revue **Reseaux- Communication Technologie Société**, nov./dec. 1993, n°62 publie un dossier et un forum sur les conventions.

Marché financier, Monnaie

M. Aglietta, *L'indépendance de la Banque de France*, *Revue Banque*, n°537, mai 1993.

M. Aglietta, *Crises et cycles financiers : une approche comparative*, *Revue d'Economie Financière*, n°26, Automne 1993.

M. Aglietta, V. Coudert, B. Mojon, *Déflation financière : les leçons de l'histoire*, *Lettre du CEPII*, n°11, mars 1993.

Hélène Tordjman, *Dynamiques spéculatives, hétérogénéité des agents et apprentissage : le cas des taux de change*, CEFI - Faculté des Sciences Economiques, Université Aix-Marseille II - Thèse de Doctorat ès Sciences Economiques, 1994.

Régime d'accumulation

Gérard Boismenu, Jean-Guy Loranger, Nicolas Gravel, *Régime d'accumulation et régulation fordiste : estimation d'un modèle à équations simultanées*, *Ronéotypé Université de Montréal*, février 1994.

Frédéric Lordon, *Endogenous structural change and crisis in a multiple time-scales growth model. A stylized formalization of the exhaustion and crisis of the fordist growth regime*, *Document de Travail CEPREMAP*, N°9324, novembre 1993.

Rapport salarial

Joan Acker, (ed.), *Special Issue on : Women and Global Transformation*, *Economic and industrial democracy*, SAGE Publications, vol. 15, n°1, february 1994.

Christine André, Yves Saillard, *Le nuove frontiere del sociale in Europa*, *Matecon Materiali di Economia*, n°1, gennaio 1994.

Henri Nadel, *Marx et le salariat*, Réédition, L'Harmattan, 1994.

Bénédicte Reynaud, *Les théories du salaire*, Collection Repères, La Découverte, 1994.

Changement technique, industrie

Jean-Louis Escudier, *L'industrie française du charbon - Annuaire statistique 1814-1988*, *Les Cahiers de l'Economie Méridionale*, n°16, Centre Régional de la Productivité et des Etudes Economiques

Andrea Fumagalli, *Innovative activity, productivity and industrial employment : a theoretical analysis*, *Roneo Dipartimento di Economia e Metodi Quantativi*, march 1994.

Jean-Paul Hébert, *Mutation du système français de production d'armement: la fin d'une régulation administrée*, Thèse - Doctorat de sciences économiques, Université Pierre Mendès France, Grenoble, 1993.

Roman Laufer, *L'entreprise face aux risques majeurs. A propos de l'incertitude des normes sociales*, Logiques Sociales, L'Harmattan, 1993.

Marianne Rubinstein, *La prise en compte du facteur organisationnel dans les modèles de production*, Les Cahiers du Grefi, n°4, novembre, 1993.

Services

Pascal Petit, *Formes de services et modes d'internationalisation des économies*, Document de Travail CEPREMAP, n°9327, juin 1993.

Emploi

Pascal Petit, *Employment and technical change*, Document de Travail CEPREMAP, n°9330, mai 1993.

Christian du Tertre, *"Changer le travail pour faire face au chômage": le rôle majeur des "relations de service"*, Ronéoté IRIS - Travail et Société, Université Paris Dauphine, février 1994.

Politique économique

Philip Arestis, Malcom Sawyer, *Political economy: an editorial manifesto*, International Papers in Political Economy, vol.1, n°1, University of East London.

Agriculture

Robert Boyer, *L'agriculture, terrain de choix pour les recherches en économie institutionnelle*, Cahiers d'économie et sociologie rurales, n°29, 1993.

Espace

M.C. Belis-Bergouignan, G. Bordenave, Y. Lung, *Le mirage de la territorialisation de la Grande Entreprise. Le redéploiement spatial de Ford*, Numéro spécial "Economie de proximités", Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°3, 1993.

G. Colletis, B. Pecqueur, *Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes: vers de nouvelles rencontres productives?*, Numéro spécial "Economie de proximités", Revue d'Economie Régionale et Urbaine, M.Bellet, G.Colletis, Y.Lung (eds), n°3, 1993.

Michael Dunford, Diane Perrons, *Regional inequality, regimes of accumulation and economic development in contemporary Europe*, à paraître dans Transactions of the Institute of British Geographers, 1994.

Claude Dupuy, *Anticipations de comportements, conventions et dynamique collective de proximité*, Cahiers de recherche du LEREP, n°2, 1994.

J. Perrat, *Innovation, territoire et nouvelles formes de la régulation: de la proximité à l'externalité*, Numéro spécial "Economie de proximités", Revue d'Economie Régionale et Urbaine, M.Bellet, G.Colletis, Y.Lung (eds), n°3, 1993.

Véronique Thireau, *Les nouvelles dynamiques spatiales. A la redécouverte des territoires*, Logiques Economiques, L'Harmattan, 1994.

Europe

Michel Aglietta, Hélène Pitiot, Françoise Renversez, Jacques Sapir, *Problèmes des systèmes des paiements et de financement en Russie*, Document de Travail CEMI-EHESS, mars 1994.

Bruno Amable, Robert Boyer, *L'Europe est-elle en retard d'un modèle technologique? Les faiblesses européennes sont moins dans la recherche que dans la diffusion de l'innovation*, Economie Internationale, La revue du CEPII, n°56, 4ème trimestre 1993.

Europe de l'Est

W. Andreff, *The West's Experience and the East*, dans J. van Brabant (ed), "The New Eastern Europe and the World Economy", Westview Press, 1993.

W. Andreff, *El largo proceso de privatización en Europa del Este: obstáculos y balance preliminar*, Información Comercial Española, n°717, mayo 1993.

W. Andreff, *Une approche comparative des privatisations: l'exemple français est-il transposable?*, Reflets et perspectives de la vie économique, vol. XXXII, n°3/4, juillet/août 1993.

W. Andreff, *Internal and External Constraints of Privatization in Eastern Europe*, History of European Ideas, (Pergamon Press), vol.17, n°6, novembre 1993.

W. Andreff, *La désintégration économique internationale de l'Europe de l'Est*, in "Mondialisation et régionalisation: un défi pour l'Europe", J.L. Mucchielli, F.Célimène (eds), Editions Economica, Paris, 1993.

W. Andreff, *The Double Transition from Underdevelopment and from Socialism in Vietnam*, Journal of Contemporary Asia (Manila), vol.23, n°4, 1993.

W. Andreff, *Das Dilemma der Privatisierung in der Gemeinschaft unabhängiger Staaten* in "Auf dem Weg nach Europa", F.Bafoil (Hg), WZB, Berlin, januar 1994.

W. Andreff, *Economic Disintegration and Privatization in Eastern Europe* in "Privatization, Liberalisation and Destruction: Recreating the Market in Eastern Europe", L.Csaba (ed), Dartmouth, Aldershot, 1994.

Bernard Chavance, *Hierarchical forms and coordination problems in socialist systems*, Document de Travail CEMI-EHESS, mars 1994.

Giacomo G. Corneo, *Regolazione e crisi strutturale delle economie di tipo sovietico*, Economia e politica industriale, n°74/76, 1992.

Jacques Sapir, *Bilan de deux ans de transition en Russie*, Document de travail CEMI-EHESS, mars 1994.

Amérique latine

Bernardo Kosacoff, (sous la direction de), *El desafío de la competitividad. La industria argentina en transformación*, CEPAL, Alianza Editorial, 1993.

Andrés López, Gustavo Lugones, Fernando Porta, *Acero, papel y petroquímicos en el mercosur reestructuración industrial e instrumentos de política*, Documentos de trabajo CENIT, n°14, enero 1994.

Andrés López, Gustavo Lugones, Fernando Porta, *Comercio y competitividad en el mercosur. Factores macroeconómicos, políticas públicas y estrategias privadas*, Documentos de trabajo CENIT, n°12, julio 1993.

Centro de Investigaciones para la transformación.

Jean-Marc Touzard, *L'économie coloniale du cacao en Amérique centrale*, Repères-Développement rural, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, 1994.

Japon

Henri Nadel (sous la direction de), *Emploi et relations industrielles au Japon*, L'Harmattan, 1994.

Journal of European Public Policy

Editors: Jeremy Richardson, European Public Policy Institute (EPPI), University of Warwick and **Robert Lindley**, Institute for Employment Research (IER), University of Warwick

The primary aim of the **Journal of European Public Policy** is to provide a comprehensive and definitive source of analytical articles in the field of European public policy. The journal will be multi-disciplinary in scope, bringing together a wide range of social science analyses of the problems facing the public policy community at national, EC and extra-EC levels.

The **Journal of European Public Policy** will publish contributions from all the social sciences and from practitioners at the national and European levels. Occasional articles by practitioners will be included, as will commissioned articles jointly authored by academic analysts and practitioners.

CALL FOR PAPERS

Contributions should be submitted to: Professor Jeremy Richardson, Director, European Public Policy Institute (EPPI), University of Warwick, Coventry CV4 7AL, UK or Professor Robert Lindley, Director, Institute for Employment Research (IER), University of Warwick, Coventry CV4 7AL.

Editorial Board: M.C. Cockburn, Patrick le Gales, Wolfgang Gerstenberger, Gunnel Gustafsson, Edgar Grande, Danica Fink Hafner, Dirk van de Kaa, Tony Long, Giandomenico Majone, Sonia Mazey, Wolfgang Müller, Guy Peters, Pascal Petit, Jean Marie Poutrel, Joan Subirats, Stephen Wilks

COMPTE-RENDU D'OUVRAGE

Alfredo C. Robles, Jr, *French Theories of Regulation and Conceptions of the International Division of Labour*, St.Martin's Press, 1994.

Le livre de Alfredo R. Robles fait le bilan des apports du concept de régulation au débat amorcé dans les années 70 sur les conséquences de l'internationalisation du capital. La perspective d'une "nouvelle" division internationale du travail - délocalisation des activités industrielles traditionnelles dans les pays du Tiers Monde, spécialisation des pays industrialisés dans les industries de haute technologie - peut paraître à certains nécessaire et désirable, en tant qu'utilisation optimale des ressources mondiales. S'opposant à ces analyses qui, selon lui, au nom d'une spécialisation bénéfique, rationalisent le chômage et le déclin industriel dans les pays industrialisés, l'exploitation accrue de la main d'oeuvre et des ressources naturelles dans les PVD, Robles interroge différents développements régulationnistes, distinguant l'approche grenobloise des approches parisiennes, sur le concept de division internationale du travail.

Procédant chronologiquement, il expose d'abord comment les concepts grenoblois de procédures sociales, de mode de régulation et de système productif s'articulent dans la conception du GRREC (Destanne de Bernis) de la division internationale du travail, comme résultat des rapports de domination et d'exploitation à l'intérieur de chaque système productif. Il passe en revue ensuite les travaux parisiens. Ceux d'Aglietta sur l'internationalisation du capital, expression du processus d'accumulation internationale du capital, bien que ne posant pas directement la question de la division internationale du travail contribuent à éclairer cette notion: ils distinguent des modes d'accumulation différents sous l'hégémonie britannique et sous l'hégémonie américaine, et étudient le rôle du système monétaire international. Mistral transpose les concepts de la régulation de l'échelle nationale à l'échelle internationale, la dynamique mondiale tendant à faire correspondre la carte de la division internationale du travail et les formes structurelles de la régulation internationale. Lipietz enfin préfère l'idée de configuration mondiale rendant viables les régimes nationaux d'accumulation à celle d'un mode de régulation international; il comprend l'évolution vers une nouvelle division internationale du travail comme la conséquence des révoltes des travailleurs contre le Fordisme dans les pays industrialisés et la présence de configurations spécifiques dans le Tiers Monde.

Lecteur très critique, Robles traque chez ces auteurs économisme, fonctionnalisme et déterminisme, points d'attaque habituels des théories d'inspiration marxiste. Cette vue panoramique (d'une partie) du chantier de la régulation permet de prendre conscience des nombreuses faiblesses et lacunes (vision sommaire de l'Etat, réductrice du politique, définitions parfois flottantes des concepts, articulations trop lâches), mais aussi de ce qui "passe mal" des travaux régulationnistes (comme le montre la demande répétée de l'auteur d'une théorie de l'agent pour fonder émergence, reproduction et transformation des formes institutionnelles).

Irène Hors, CEPREMAP.

UNIVERSITE PARIS-NORD

Av. J.B. Clément-93430 Villetaneuse

Tél : 49 40 30 00

DEA "ORGANISATION INDUSTRIELLE,
INNOVATIONS

& STRATEGIES INTERNATIONALES

Responsable de la formation : **B.CORLAT**

Objectifs de la recherche (Economie industrielle) : Combiner des méthodes d'analyse rigoureuses avec un ancrage solide sur les réalités économiques du monde contemporain.

Objectifs de la formation : Former des chercheurs pour l'Université et les organismes de recherche publics et privés, ainsi que des analystes de haut niveau pour les entreprises. Formulation d'hypothèses de recherche originales dans le domaine de l'économie industrielle.

Candidature : Date limite de dépôt le 6 juillet (1ère session) et le 13 septembre (2ème session).

ADRESSE : 3ème Cycle /J 303

UER Sciences économiques - Mme P.FRAISSE

Avenue J.B. Clément - 93430 Villetaneuse; Tél: 49 40 33 18 (sauf le mercredi)

PROGRAMMESéminaires théoriques

Innovations et organisation industrielle **B.Coriat**

Economie des changements techniques **O.Weinstein**

Fusions, concentrations et politique de la concurrence

L.Cartelier

Théorie de la production **D.Taddei**

Séminaires de spécialisation

Firmes bancaires **D.Plihon**

Politique publique, recherche et innovation **M.Caillon**

Réseaux, normes et standard **D.Foray**

Ressources humaines et organisation du travail **P.Veltz**

Economie de l'organisation et des contrats **E.Brousseau**

Théorie des jeux et économétrie de la production **S.Cueva,**

X.Timbeau

En accord avec leurs directeurs de mémoire, les étudiants choisiront 3 des 6 séminaires de spécialisation.

Séminaires de recherche

Economie des services **P.Petit**

Financement de l'industrie et des innovations **P.Geoffron**

Socio-anthropologie des sciences et des techniques

M.Akrich

La relation Etat-Industrie **R.Delorme**

Comportement stratégique des firmes et structure des

marchés **B.Quelin**

Concurrence imparfaite et concurrence internationale

Ph.Barbet

En accord avec leurs directeurs de mémoire, les étudiants choisiront 3 des 6 séminaires de recherche.

**PROGRAMME DES PROCHAINES SEANCES
DU SEMINAIRE ECT (Economie des Changements Technologiques) 1994
"INSTITUTIONS, REGLES, PERFORMANCES"**

Les interventions actuellement programmées sont les suivantes :

- 6 juin : **Bénédicte REYNAUD**, CREA : "Règles, interprétations et dynamique collective - Les règles d'organisation"
- 22 juin : **Christophe MIDLER**, CRG : "Apprentissage et conduite de projet"
- 4 juillet : **Pier-Paolo SAVIOTTI** (sous réserve, thème à définir)
- 19 septembre : **Jean SAGLIO**, GLYSI : "Pour une approche institutionnaliste de l'emploi et des relations professionnelles"
- 10 octobre : **Jacques-Henri JACOT**, ECT : "L'entreprise comme institution"
- 24 octobre : **Bengt-Ake LUNDVALL**, OCDE : "Chômage technologique ou chômage institutionnel ? une discussion des perspectives en termes de Système National d'Innovation"
- 14 novembre : **Olivier FAVEREAU**, Université de Paris X Nanterre : "Les relations entre efficacité et justice"

Contact : Marie-Claire VILLEVAL, ECT, 72 72 64 60
MAISON RHONE-ALPES DES SCIENCES DE L'HOMME
14, avenue Berthelot - 69363 LYON Cedex 07
Tel. 72.72.64.02 - Fax 72.80.00.08

CONGRES AFSE. PARIS 29-30 SEPTEMBRE 1994

"Carré des Sciences", 1 rue Descartes, 75005 Paris

Parmi un programme riche et varié, voici quelques sessions susceptibles d'intéresser le lecteur :

Session : Institutions et régimes de croissance

Organisateur : Pascal PETIT (CNRS, CEPREMAP). *Discutant* : Giovanni DOSI (Université de Rome)

Communications :

1. Régimes de croissance, contraintes financières et répartition
Bruno AMABLE (INRA, CEPREMAP) et Jean Bernard CHATELAIN (CEPII)
2. Coordination et institutions en croissance endogène
Dominique GUELLEC (Département de la Recherche INSEE)
3. Les régimes de croissance pour l'économie américaine sur un siècle : problèmes méthodologiques et économétriques
Michel JULLIARD (Université de Paris VIII, CEPREMAP)
4. Croissance lente et ajustement dans une économie tertiaire
Pascal PETIT (CNRS, CEPREMAP)

Session : Analyses du changement institutionnel

Organisateur : Robert BOYER (CNRS, EHESS, CEPREMAP). *Discutant* : Edward LORENZ (Univ. Notre-Dame, CNRS)

Communications :

1. Des interactions locales aux dynamiques macroéconomiques : l'apport de formalismes récents
Bruno AMABLE (INRA, CEPREMAP), Irène HORS (CEPREMAP), Frédéric LORDON (CNRS, CEPREMAP)
2. Emergence d'un système de formation professionnelle et dynamique économique - quel rôle pour les institutions ?
Eve CAROLI (Université Paris IX-Dauphine - IRIS) et Bernardo HUBERMAN (Stanford University)
3. La transformation des formes salariales : une dynamique entre lois, règles et normes
Hervé DEFALVARD (Université Cergy-CAESAR-FORUM)
4. Approche stochastique des jeux évolutionnistes
André ORLEAN (CREA-Ecole Polytechnique, CNRS)

Communications associées :

5. La négociation des salaires en France : une perspective institutionnaliste
L. BARALDI, B. LAMOTTE (IREPD, Grenoble)
6. Le problème de l'évaluation de la performance des agents institutionnels : l'exemple des réseaux
Khaleb BOUABDALLAH, Daniel DUFORT (ECT, Lyon 2, CNRS)
7. Innovations organisationnelles, emploi et performance : un regard institutionnaliste
Jacques Henri JACOT et Marie-Claire VILLEVAL (ECT, Lyon 2, CNRS)
8. Acteurs économiques et dispositif institutionnel de coopération
Laurence LOULMET et François MORIN (LEREP, Toulouse)

Session : "Compétitivité et croissance"

Organisateur : Michel AGLIETTA. *Discutant* : Camille BAULANT (Banque de France, GDSE)

1. Le rôle de l'innovation et de l'apprentissage dans la compétitivité et la croissance
Bruno AMABLE (INRA, CEPREMAP)
2. Les politiques de compétitivité et de croissance à l'épreuve des changements structurels
Jean-Luc GAFFARD (LATAPSES, CNRS)
3. La compétitivité européenne face au durcissement de la concurrence internationale
Gérard LAFAY (Commissariat Général du Plan)

Contact : Secrétariat général de l'AFSE, 92 rue d'Assas-75006 Paris
J-Y. CARO Tel: 44 07 15 75 ou 44 41 59 21, Fax:44 07 15 79

UNE NOUVELLE ASSOCIATION :
Recherche & Régulation
a été créée le 27 mai 1994 à Paris

Elle a pour objectif, grâce notamment à la réalisation du bulletin "La Lettre de la Régulation", de promouvoir la recherche sur l'économie et la société, selon les approches développées par la théorie de la régulation, et d'aider à la constitution d'un réseau international de chercheurs.

Son siège social est fixé à :

IREPD
Université Pierre Mendès France
1241, rue des Résidences
Domaine Universitaire
38 400 St. Martin d'Hères
Adresse postale : BP 47 - 38040 - Cedex 9

Elle a pour Conseil d'Administration :

Michel AGLIETTA	Yasuo INOUE
Bruno AMABLE	Michel JULLARD
Maurice BASLE	Claude LEROY
Georges BENKO	Frederic LORDON
Hugues BERTRAND	Jacques MAZIER
Bernard BILLAUDOT	Amédée MOLLARD
Robert BOYER	Henri NADEL
Benjamin CORIAT	André ORLEAN
Giovanni DOSI	Pascal PETIT
Christian DU TERTRE	Bénédicte REYNAUD
Olivier FAVEREAU	Yves SAILLARD
Jean-Pierre GILLY	Bruno THERET
Bernard GUILHON	Marie-Claire VILLEVAL

Son bureau est formé de :

Président : Robert BOYER
Secrétaire-Trésorier : Yves SAILLARD

La cotisation annuelle permettant d'adhérer à l'Association a été fixée à :

100 F : pour les étudiants
250 F : pour les enseignants et les chercheurs

(Les chèques doivent être rédigés à l'ordre de Recherche & Régulation, et peuvent être adressés à Yves Saillard, IREPD)

L'Association organise dès le 9 septembre prochain à Toulouse, les premières rencontres annuelles sur la régulation. Elles sont organisées sous la responsabilité de J.-P. Gilly (LEREP).

Cette rencontre, qui durera une journée, comportera :

- un débat à propos de l'ouvrage collectif en préparation "La théorie de la régulation: l'état du savoir", R.Boyer et Y.Saillard eds;
- une session sur les thèses récentes ou en cours;
- le point sur le démarrage de l'Association et sur ses projets.

Si vous êtes intéressés par cette journée, nous vous demandons de bien vouloir remplir le coupon suivant et de le renvoyer avant le 15 juillet aux organisateurs :

----- ✕ -----
Nom : Laboratoire, Université :
Adresse : Tel: Fax:

Assistera le 9 septembre 1994 aux Premières Rencontres annuelles sur la Régulation, à Toulouse.

Participera au déjeuner Ne participera pas au déjeuner

Coupon à envoyer à : Madame Cathy DELAYRE
Université des Sciences Sociales - LEREP
1, place Anatole France, 31042 Toulouse
Tél: 61 63 36 53; Fax: 61 63 37 69

UNE NOUVELLE ASSOCIATION :
Recherche & Régulation
a été créée le 27 mai 1994 à Paris

Elle a pour objectif, grâce notamment à la réalisation du bulletin "La Lettre de la Régulation", de promouvoir la recherche sur l'économie et la société, selon les approches développées par la théorie de la régulation, et d'aider à la constitution d'un réseau international de chercheurs.

Son siège social est fixé à :

IREPD
Université Pierre Mendès France
1241, rue des Résidences
Domaine Universitaire
38 400 St. Martin d'Hères
Adresse postale : BP 47 - 38040 - Cedex 9

Elle a pour Conseil d'Administration :

Michel AGLIETTA	Yasuo INOUE
Bruno AMABLE	Michel JUILLARD
Maurice BASLE	Claude LEROY
Georges BENKO	Frederic LORDON
Hugues BERTRAND	Jacques MAZIER
Bernard BILLAUDOT	Amédée MOLLARD
Robert BOYER	Henri NADEL
Benjamin CORIAT	André ORLEAN
Giovanni DOSI	Pascal PETIT
Christian DU TERTRE	Bénédicte REYNAUD
Olivier FAVEREAU	Yves SAILLARD
Jean-Pierre GILLY	Bruno THERET
Bernard GUILHON	Marie-Claire VILLEVAL

Son bureau est formé de :

Président : Robert BOYER
Secrétaire-Trésorier : Yves SAILLARD

La cotisation annuelle permettant d'adhérer à l'Association a été fixée à :

100 F : pour les étudiants
250 F : pour les enseignants et les chercheurs

(Les chèques doivent être rédigés à l'ordre de Recherche & Régulation, et peuvent être adressés à Yves Saillard, IREPD)

L'Association organise dès le 9 septembre prochain à Toulouse, les premières rencontres annuelles sur la régulation. Elles sont organisées sous la responsabilité de J.-P. Gilly (LEREP).

Cette rencontre, qui durera une journée, comportera :

- un débat à propos de l'ouvrage collectif en préparation "La théorie de la régulation: l'état du savoir", R. Boyer et Y. Saillard eds;
- une session sur les thèses récentes ou en cours;
- le point sur le démarrage de l'Association et sur ses projets.

Si vous êtes intéressés par cette journée, nous vous demandons de bien vouloir remplir le coupon suivant et de le renvoyer avant le 15 juillet aux organisateurs :

Nom : Laboratoire, Université :
Adresse : Tel: Fax:

Assistera le 9 septembre 1994 aux Premières Rencontres annuelles sur la Régulation, à Toulouse.

Participera au déjeuner Ne participera pas au déjeuner

Coupon à envoyer à : Madame Cathy DELAYRE
Université des Sciences Sociales - LEREP
1, place Anatole France, 31042 Toulouse
Tél: 61 63 36 53; Fax: 61 63 37 69

ECOLE CHERCHEURS : INNOVATION, DYNAMIQUE DES ORGANISATIONS
ET TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

GRENOBLE, PRINTEMPS 1995

APPEL A CONTRIBUTION

Ces dernières années, l'évolution de l'économie industrielle a été marquée par les développements de la théorie des jeux et des incitations dans le courant de l'"Industrial Organization" d'une part et par la théorie des innovations technologiques des analyses structurelles et évolutionnistes d'autre part. En dépit de la diversité des théories et des approches méthodologiques utilisées, ces travaux font ressortir deux caractéristiques remarquables des processus d'innovation :

1. *le caractère non déterministe des processus et l'irréversibilité des évolutions qui tiennent au caractère cumulatif de l'apprentissage.* Dans le cadre des approches dynamiques qu'il convient de développer doit-on alors insister sur ce caractère historique des processus ou sur les asymétries auxquelles l'irréversibilité contribue?

2. *l'existence de processus "collectifs" qu'on ne saurait en aucun cas réduire à la dimension marchande de l'échange.* L'analyse doit prendre en compte les interactions complexes entre la création d'objets, l'émergence de nouveaux modes de coordination et, parfois, la dynamique des institutions. Est-on alors confronté à un problème classique d'incitation ou le capital humain, qui confère son existence à l'organisation économique, conserve-t-il un caractère irréductible ?

Se posent donc des questions essentielles en termes de méthode : quels sont les niveaux pertinents d'analyse, quels doivent être nos rapports aux faits, comment établir des propositions générales là où tout n'est apparemment que contingence et historicité, quel peut être l'apport de la modélisation, comment utiliser des approches monographiques, quels outils pour l'évaluation et la mesure...?

Cette école de chercheurs sera l'occasion d'une confrontation systématique des développements théoriques généraux et des approches empiriques, notamment dans l'agro-alimentaire. Des conférenciers représentatifs des différents courants d'analyse qui ont apporté une contribution significative au développement des théories de l'innovation et discuteront les contributions des chercheurs, présentées dans des ateliers. Ces derniers seront organisés autour de trois thèmes :

1. dynamique d'apprentissage et dynamique des organisations : interaction entre innovation et formes d'organisation, exploration/exploitation et cohérence de l'entreprise...
2. innovation et transformations institutionnelles : émergence de règles, de standards ou de conventions dans un espace sectoriel, systèmes nationaux d'innovation, droits de la propriété intellectuelle, relations recherche/industrie.
3. liens entre les thèmes abordés dans les points 1 et 2 et les trajectoires de croissance.

Différents types de travaux pourront être présentés : approches sectorielles ou monographiques, méthodes et résultats relatifs à la mesure et à l'évaluation, modèles théoriques.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES :

. Cette école de chercheurs durera trois jours. Elle sera organisée dans la région grenobloise. Les communications des chercheurs seront sélectionnées sur la base de résumés qui seront remis avant le 30 octobre 1994. Les communications seront remises avant le 28 février 1995. Le résumé et le texte seront en français ou en anglais.

. La sélection des communications sera réalisée par le Comité d'organisation qui est composé comme suit : Bruno Amable (INRA/HEDM), Giovanni Dosi (Université de Rome), Pierre-Benoit Joly (INRA/SERD), François Nicolas (INRA/IAA), Alban Richard (Université de Grenoble, INRA/SERD), Paolo Saviotti (Université de Manchester), Ehud Zuscovitch (CNRS/BETA).

. L'Unité INRA/SERD assure le Secrétariat Technique de l'Ecole de Chercheurs. Pour tout renseignement et pour l'envoi des résumés :

Pierre-Benoit JOLY
INRA/SERD, Université Pierre Mendès France
B.P. 47, Grenoble Cédex 09
Tél: 76.82.56.86 Fax: 76.82.54.55